



La Lettre de Patrick LOUIS

Député français au Parlement Européen

RHONE-ALPES – PACA – CORSE
N°24

« Vous ne manquerez jamais d'amis »

Les euro-béats ont, en 2005, clamé à qui voulait l'entendre que le rejet de la Constitution européenne par les français était un accident et qu'il fallait continuer à construire en force une Europe supranationale, éloignée de son peuple. Certains essaient de faire croire que notre désir de construire une Europe de coopération entre les Etats est une idée désuète, défendue par quelques hurluberlus nostalgiques, repliés sur eux-mêmes.

Pourtant, par trois fois les peuples ont été interrogés et par trois fois ils ont rejeté le projet européen proposé par les élites bruxelloises. On pourrait croire que le message est enfin passé, qu'il est grand temps de proposer un nouveau projet, et bien non ! Nicolas Sarkozy a annoncé cette semaine que les irlandais devraient revoter à l'automne prochain. Les pauvres, ils n'ont certainement pas dû bien comprendre ce qu'on leur demandait...il faut donc recommencer.

Devant l'incapacité des élites à écouter leur peuple, Philippe de Villiers a décidé de faire des prochaines élections européennes le grand rendez-vous des peuples européens. Pour cela et pour montrer que l'on peut aimer l'Europe et les peuples européens sans toutefois vouloir créer un « super Etat », Philippe de Villiers a invité, lors des dernières Universités de rentrée du MPF, ses collègues et amis députés venant de toute l'Europe (République tchèque, Grèce, Royaume-Uni, Espagne, Danemark, Irlande) ainsi que Declan Ganley, leader du NON en Irlande à exprimer leur vision de l'Europe.

Tous ont exprimé leur volonté de travailler ensemble pour qu'une nouvelle majorité naisse au sein du Parlement européen à l'issue du prochain scrutin, une majorité qui écoute les peuples, une majorité qui fasse naître une Europe démocratique, responsable et transparente. Comme dirait Daniel Hannan, Président de l'intergroupe SOS démocratie au sein du Parlement Européen, tant que nous agissons dans ce sens, nous ne manquerons jamais d'amis.



Quelques chiffres...

Chaque année, la France verse à l'Union Européenne 19,3 Mds d'euros et en récupère 12,8 par l'intermédiaire des aides agricoles et régionales. Qu'en est-il du tiers restant ? Il subventionne les régions pauvres de l'UE et le fonctionnement des institutions européennes. N'est ce pas un peu disproportionné à l'heure où la dette de la France ne cesse de croître ?

Pour en savoir plus, vous pouvez lire « Ce que nous coûte l'Europe » par Christophe Beaudouin, sur le site www.observatoiredeleurope.com.

« Nous allons en faire baver à l'Europe »

« Evrope to Osladim », tel est le nouveau slogan interne de la République Tchèque pour la future présidence de l'Union Européenne, en janvier 2009. Ce slogan peut avoir un double sens selon la traduction. On peut comprendre soit « Nous allons adoucir l'Europe », soit « Nous allons en faire baver à l'Europe ». Connaissant les idées du Président tchèque Vaclav Klaus sur la construction européenne, doit-on y voir un petit clin d'œil aux eurosceptiques tchèques ?

Symboles de l'Europe

Afin de nous vendre le Traité de Lisbonne et pour nous prouver que le texte était bien différent de celui du traité constitutionnel, on nous vantait la disparition de l'article ayant trait aux symboles de l'Union Européenne. Pour couper court à toute tergiversation sur le sujet, les eurodéputés à Bruxelles ont décidé que l'utilisation de l'hymne, du drapeau et de la devise de l'UE sera désormais obligatoire au Parlement Européen. C'est aussi simple comme ça, pourquoi s'embarasser avec des ratifications ? Cette décision ne touche, en revanche, pas le Président tchèque qui a annoncé qu'il excluait de hisser le drapeau européen sur sa résidence pendant les 6 mois de sa présidence de l'UE.



La Lettre de Patrick LOUIS

Député français au Parlement Européen

RHONE-ALPES – PACA – CORSE
N°24

Les nations et la crise

Le gouvernement français a adopté lundi 13 octobre lors d'un Conseil des ministres extraordinaire un plan de secours aux banques doté de 360 milliards d'euros pour enrayer les effets de la crise. Le Président du Mouvement de la France s'est réjoui « du retour du politique sur l'économie ». Il fallait rétablir le crédit, la confiance, le pouvoir et donc apporter la garantie de l'Etat sur les dépôts.

Toutefois, Philippe de Villiers souhaiterait aller plus loin. Il a proposé dans le Talk Orange le Figaro « d'imposer immédiatement à la Commission de Bruxelles un plan de relocalisation des entreprises avec l'instauration d'une protection européenne, seule mesure capable d'éviter la propagation de la crise financière à l'économie réelle et de stopper les délocalisations ». « L'Etat en fait beaucoup pour les banquiers, il faut en faire au moins autant pour les ouvriers ».

Quoiqu'il en soit, que cela soit en France, en Irlande, en Allemagne, avec un peu de recul, on constate le triomphe de l'Europe des Nations. Les réponses pertinentes ont été des réponses nationales et cela montre bien que l'Europe des Etats ne veut pas dire Europe des égoïsmes nationaux comme on voudrait nous le faire croire. On nous avait dit que l'Europe politique ne pourrait pas vivre sans la Constitution, or cette crise tend à nous prouver le contraire. Seules des nations pouvaient décider aussi rapidement de s'affranchir d'une certaine rigueur budgétaire car il faut bien que ceux qui prennent ces décisions graves soient responsables devant leur population. Les procédures auraient été plus lourdes et plus longues s'il avait fallu mettre d'accord les 27 Etats membres.

Cette crise va-t-elle mettre en branle les certitudes des élites Bruxelloises ? L'Europe ne peut fonctionner qu'avec ses Etats. Ce sont les seuls à connaître leurs particularités, leur fonctionnement. Ils sont donc les plus à même de trouver des solutions rapides et efficaces, ce qui n'empêche pas de coopérer avec les voisins pour cela. La crise sera-t-elle un mal pour un bien et permettra-t-elle d'ouvrir les yeux à certains ?

Il l'a dit...

"Il est important de promouvoir une unité qui ne peut pas et ne veut pas être une uniformité, mais qui est capable de garantir le respect des différences nationales et des diverses traditions culturelles qui constituent une richesse dans la symphonie européenne", Benoit XVI lors de sa dernière visite en France.

On est bien loin de la Constitution Giscard recyclée dans le traité de Lisbonne, avec ses 68 compétences nouvelles transférées à la



Contact :
34, rue Pasteur – 69007 LYON
04 37 28 92 62 – ac.jacquin@mpf-sudest.org

Commission. Le Pape a rappelé d'autre part que « l'identité nationale elle-même ne se réalise que dans l'ouverture aux autres peuples et à travers la solidarité envers eux » (*Exhortation apostolique Ecclesia in Europa*, n. 112).

Mauvais perdants ?

Kathy Sinnott, députée irlandaise au Parlement Européen, Présidente du groupe IND/DEM, porte-parole du « NON » au Traité de Lisbonne pendant la campagne de juin dernier, ne cache pas son énervement. Elle vient d'apprendre que la Conférence des présidents de groupes politiques au Parlement européen, majoritairement favorables au Traité de Lisbonne a demandé une enquête sur le financement du referendum irlandais. Cette demande jette un véritable discrédit sur le résultat du referendum. Madame Sinnott a donc écrit au Premier Ministre irlandais pour lui rappeler que « nul dirigeant de groupe politique à Bruxelles, nulle autorité extérieure ne saurait ainsi jeter l'opprobre sur un résultat démocratique ni dicter aux institutions irlandaises la conduite à tenir ». Elle a également demandé que les financements du « OUI » soient examinés. Quelle est la part de budget public ayant, sous couvert d'informations des citoyens irlandais, en réalité alimenté la campagne du « oui » ? Les élites bruxelloises ne digèrent définitivement pas le « non » du peuple irlandais et toutes les raisons sont bonnes pour le discréditer. Seraient-ils mauvais perdants ?

Quelques Dates...

Strasbourg

Du 20 au 23 octobre
Du 17 au 20 novembre
Sessions Plénières

Bruxelles

3 et 4 décembre

